

**LE MATERIEL HUMANITAIRE DANS LES
PROJETS DE SOLIDARITE INTERNATIONAL :**

DEFINIR LES BESOINS ET Y REpondre EFFICACEMENT

Pourquoi ce guide ?

Au-delà de la réflexion générale relative à la notion de partenariat, de gestion de projet...et les constats effectués depuis de nombreuses années sur la problématique du don de matériel, Bioport a souhaité **donner la parole aux acteurs du Sud** afin qu'ils puissent exposer leur point de vue sur le sujet, en tant que bénéficiaires directs ou acteurs du développement (institutionnels, acteurs associatifs...), donner des pistes de réflexion et proposer des alternatives.

Permettre aux acteurs du Sud de devenir maître de leur développement, c'est tout d'abord leur permettre de s'exprimer, afin de n'être plus simplement demandeur mais également force de proposition dans le cadre du partenariat qui les unit aux acteurs du Nord : c'est pourquoi nous souhaitons construire cet outil sur la base de témoignages recueillis.

Le don représente une action concrète, physiquement quantifiable, et c'est donc tout naturellement que des acteurs du Nord choisissent pour partie ce mode d'intervention dont ils vont pouvoir mesurer l'utilité rapidement. Pour les acteurs du Sud, face à un besoin matériel plus qu'évident, la demande de don semble une réponse appropriée pour répondre aux besoins des populations et leur donner les moyens de satisfaire leurs besoins.

Cependant, l'expérience prouve que cette manière d'agir n'a pas toujours les effets escomptés, bien au contraire, et qu'il est important que les acteurs de la solidarité, donateurs comme bénéficiaires disposent d'outils de réflexion et de références avant d'agir.

Au-delà de la relation donateur/bénéficiaire, nous souhaitons également mettre en exergue le fait que cette démarche qui consiste à offrir quelque chose sans contrepartie financière, n'engage pas que les deux parties en question, mais concerne également plus largement d'autres structures : institutions, douanes, ministères...et qu'elle a des répercussions non seulement sur la population directement destinataire de l'aide mais également sur la commune, la région, voir le pays tout entier selon la proportion que représente cette aide sur le territoire concerné.

L'objet de cet outil est de faire bénéficier les acteurs, de l'expérience de leurs prédécesseurs pour améliorer leurs pratiques, éviter les erreurs, disposer des connaissances et informations pour mettre en œuvre un projet ou pour remédier à des dysfonctionnements.

Ces réflexions s'appliquent principalement dans des contextes de développement, voir de post urgence, et non de crise, étant entendu que l'humanitaire « d'urgence », de part les compétences qu'elle nécessite, concerne prioritairement les O.N.G professionnelles : il s'agit d'un contexte très particulier nécessitant des moyens et capacités exceptionnels.

Les témoignages recueillis à ce jour concernent uniquement le continent africain. D'autres témoignages, en provenance d'autres continents, viendront ultérieurement enrichir et compléter cet outil.

A qui s'adresse t-il ?

Ce guide est destiné **aux acteurs de la solidarité internationale tant du Nord que du Sud**, qui, dans le cadre d'un projet de développement ou une action humanitaire, projettent d'avoir recours au don de matériel.

A partir de quelles sources a-t-il été conçu ?

Cet outil a été réalisé sur la base de témoignages recueillis auprès de bénéficiaires directs, associations locales, représentants territoriaux, personnels d'ONG....., complété par des témoignages d'associations du Nord et par des exemples vécus par Bioport.

Vous trouverez dans ce guide des exemples concrets illustrés ainsi que les citations des personnes qui ont témoigné.

Ce guide, dont la conception a été coordonnée par Bioport, a été réalisé en partenariat avec l'IRCOD Madagascar, le GIP Résacoop, dans le cadre du groupe de travail « Education à la citoyenneté internationale » et en particulier avec les contributions des étudiants du Ciedel et de Bioforce.

Contenu du guide

A partir de la définition et de la **conception du don**, et à partir du constat que le don de matériel humanitaire génère un certain nombre de problèmes, les témoignages recueillis ont permis d'identifier les **raisons majeures à l'origine de ces problèmes**, à savoir, d'une part une difficulté pour le destinataire dans l'évaluation des besoins et d'autre part une inadéquation entre les dons réalisés et les besoins identifiés.

Il est difficile de généraliser les réflexions, étant donné que chaque cas est particulier, aussi nous a-t-il paru pertinent de **comparer les solutions d'approvisionnement** : importation ou approvisionnement local, en fonction du type de produit et des destinations, puis **d'analyser les contextes géopolitiques** des pays importateurs.

Les témoignages ont également mis en exergue le fait que le **don peut être parfois nécessaire** mais qu'il y a **nécessité de changer les comportements**, tant au Nord qu'au Sud, et que d'autres **alternatives** sont souvent envisageables.

Quelles conceptions les acteurs du sud ont-ils du don ?

Adama, stagiaire de la solidarité internationale – Côte d'Ivoire

« Un don c'est donner gratuitement. C'est faire de l'**assistance** sans attendre quelque chose en retour. C'est apporter une aide »

Michel, chef de service du système de suivi de l'assainissement à Madagascar

« Un don est un **appui** pour faire évoluer un projet »

Lorimpo, directeur exécutif d'une association togolaise

« Pour nous, le don est le fait de donner quelque chose à quelqu'un qui est dans le **besoin**. Il devrait être **adapté** au besoin de celui qui reçoit ce don. »

Mr Mahajania, chef de service dans un laboratoire d'analyses médicales à Madagascar

« Il s'agit d'une **aide efficace** n'entraînant pas une dépendance permanente »

Baba, secrétaire général d'une association burkinabé

« Le don est un geste amical et/ou fraternel dans le but de permettre à celui qui bénéficie de **combler un manque** sans pour autant nuire celui qui donne. »

Michel, président du conseil municipal de Madagascar

« Le don doit être une **offre qui répond aux attentes** et aux capacités des bénéficiaires »

Un don peut-il se refuser ?

Du point de vue de l'Afrique :

L'hospitalité africaine est notoire, et dans ce même esprit, l'idée de ne pas frustrer celui qui donne fait partie des valeurs et de la culture africaines.

Sandrine, chargée de programme au B.A.L.D (Bureau d'Animation et de liaison chargé du Développement) / NIGER :

« Pour l'Afrique en général, et pour le Niger en particulier, le don ne se refuse pas. C'est un cadeau qu'on vous donne : vous le prenez quel que soit ce qu'on vous donne. Il faudrait qu'on apprenne à dire non quand cela n'est pas bon ».

Mohamed, conseiller régional / Mali :

« C'est un aspect pervers de la culture et des coutumes africaines : ne pas frustrer celui qui donne. On ne peut pas dire ce que l'on pense par respect pour celui qui a donné même si le matériel n'est pas adapté. Il est d'autant plus difficile de dire ce que l'on pense à un occidental. »

Florette, directrice d'un centre hospitalier à Madagascar

« Dans le cadre de jumelage ou de la coopération décentralisée, nous demandons aux établissements susceptibles de faire des dons, de nous envoyer au préalable un listing détaillé concernant le matériel, ses caractéristiques, les consommables.... Ce listing est validé ou réajusté en fonction de l'établissement, et c'est seulement après validation que le matériel est expédié »

Problèmes générés par le don

- Création de conflits entre acteurs du Sud et destinataires

Rose, technicienne en santé communautaire / République Démocratique du Congo

Réception de médicaments destinés à un hôpital en RDC : certains médicaments sont arrivés déjà périmés, d'autres avaient une date de péremption trop courte, d'autres enfin n'étaient pas adaptés aux pathologies locales. Tous ces médicaments ont été stockés dans un local. Quand celui-ci fut plein, il a fallu transporter ces médicaments par camion pour les incinérer. Cette situation a généré un conflit entre l'hôpital et la population qui ne comprenait pas qu'on puisse gaspiller ainsi des médicaments, alors qu'elle devait payer ces médicaments pour en bénéficier. La population n'a pas compris et est allée se faire soigner dans un autre centre de santé à 7 kms de là. Dans cet exemple, les fautes sont partagées entre les expéditeurs et les pharmaciens qui n'ont pas effectué le tri et l'incinération au fur et à mesure.

Face à ce problème, les missionnaires et pharmaciens ont modifié leur manière de fonctionner, et par la suite, avant tout envoi, un expatrié congolais était envoyé afin de procéder au tri avant expédition.

Mohamed, conseiller régional / Mali :

« Pour les élus, la distribution des dons pose également un certain nombre de problèmes car cela crée beaucoup de mécontents : il n'est jamais possible de satisfaire tout le monde même si on reçoit des conteneurs complets : ceux qui n'ont rien reçu vont donc être mécontents. »

- Assistanat, dépendance

Nazaire, secrétaire général d'une association au Tchad

« Il existe différentes échelles d'intervention : un envoi peu être ponctuel pour répondre à un besoin précis mais ne doit pas être récurrent car il crée une situation de dépendance ».

Abeli, coordinateur logistique en ONG

« Pour parler de développement il faut bien connaître les besoins des bénéficiaires, et choisir une main œuvre qualifiée assurant la réussite des programmes. Plusieurs programmes du type réhabilitation font des rénovations d'infrastructures ne tenant pas pour longtemps, d'autres du type sécurité alimentaire mettent sur le marché des semences à haut rendement fabriquées par de grands consortium qui rendent au final les bénéficiaires totalement dépendants de leurs produits (appauvrissement des sols, des variétés de céréales locales, prix exorbitant des semences qui, en plus, bien souvent, sont stériles pour la saison suivante) ».

- Coûts

Même lorsque le matériel n'engendre pas de dépenses pour son acquisition, il est nécessaire par la suite de prendre en charge l'entretien et la maintenance, et donc de disposer des moyens financiers engendrés par son utilisation.

Baba, secrétaire générale d'une association burkinabé

Une association de jeunes maraîchers a bénéficié d'un grand lot de matériel (véhicules, moto, vélos, motopompes, ordinateurs et accessoires, réfrigérateurs, petit équipement de maraîchage...) par leurs amis qui ont roulé depuis la Suisse avec 4 véhicules chargés.

L'association n'avait pas une capacité financière et technique pour entretenir les quatre véhicules (une 4X4, une fourgonnette, un mini bus et une 7 tonnes). Il est vrai qu'on peut imaginer que le camion 7 tonnes peut transporter les légumes vers les marchés mais les jeunes ne s'y attendaient pas, ils ne sont pas préparés pour cette initiative.

Avant 18 mois, seulement la 4X4 roule à mi-temps. Les réfrigérateurs, et ordinateurs ont pour partie été vendus et à quelle fin ?...

Seules les motopompes et l'équipement maraîcher ont été véritablement utiles puisqu'ils ont permis d'augmenter la capacité de production.

Michel, président du conseil municipal à Madagascar

Nous faisons appel à des donateurs, entre autre pour des véhicules : nous avons en effet reçu des véhicules de deuxième main fonctionnant au super : il serait préférable pour nous d'acquérir des véhicules diesel qui seraient plus économiques.

Il apparaît clairement que, dans la plupart des cas, les torts soient partagés entre les différents acteurs, tant au niveau de l'identification des besoins que des réponses apportées.

D'où nécessité

D'une implication des acteurs locaux dès la conception

Electriciens Sans Frontières

« Impliquer les acteurs locaux est une condition indispensable pour inscrire une action, dès sa conception, dans le cadre du développement durable. En valorisant les ressources et les savoir-faire locaux, en associant la formation à l'action, E.S.F agit pour que les populations locales soient au centre du projet, de la demande initiale à la gestion de l'ouvrage, en passant par la phase de réalisation »

D'une étude en amont des solutions techniques

Florette, directrice d'un centre hospitalier à Madagascar

« Il est nécessaire que le bénéficiaire spécifie ce dont il a besoin, mais également que le donateur procède à un état des lieux »

De la formation du personnel

Abeli, coordinateur logistique en ONG

« Je pense que les dons ne sont pas utilisés de façon efficace. Le personnel des ONGs (expatriés, personnel local...) n'est souvent pas assez qualifiée pour mettre en œuvre les techniques de travail (construction, management), et il y a souvent un gaspillage de ces ressources données ».

Légitimité du destinataire

Les partenariats sont souvent établis sur la base de relations personnelles qui s'établissent suite à une rencontre ou entre migrants et leur région d'origine..... Cependant, avant d'entamer toute action, il est nécessaire de s'assurer de la légitimité de l'interlocuteur, à savoir : Quelle population représente t-il ? Quelle est sa position, sa situation au sein de groupe qu'il représente ? De quelles compétences dispose t-il ? Quelles garanties offre t-il ?....

Cet interlocuteur est garant du bon déroulement des projets, et en cela il a de lourdes responsabilités : au niveau de la gestion des dons, il doit être capable d'évaluer les besoins en matériel, de réceptionner et dédouaner ce matériel et enfin de le gérer. Tout ceci ne s'improvise pas !

1) Capacité d'évaluer les besoins :

Il est indispensable que la demande émane de l'acteur du sud

Sa demande doit être précise en termes de :

- type de produits (modèles, marque, désignation..)
- quantité de matériel nécessaire
- qualité requise (ancienneté, fournitures et consommables..)

En tant que demandeur, le bénéficiaire peut se sentir gêné d'imposer ses critères alors que c'est lui qui pâtira des conséquences.

Exemple d'une demande reçue par Bioport, en provenance d'une association locale de développement en République Démocratique du Congo :

Demande de moyens logistiques : « Si vous vouliez bien accepter de nous offrir une camionnette Pick Up même vieille de 20 ans ou plus, en vue d'assurer la distribution de boutures de manioc..... »

L'analyse des besoins nécessite certaines compétences, connaissances, ou une expérience préalable. Les critères de succès seraient de :

- Se renseigner auprès d'ONG professionnelles, ou de structures ayant déjà cette expérience.
- Equilibrer les rapports de force entre partenaires
- Définir conjointement les critères concernant le matériel, et s'y tenir

Mohamed, conseiller régional au Mali :

« Tout dépend du rapport de force entre donateurs et bénéficiaires et de la perception de ceux qui reçoivent. Il faut que ceux-ci aient la capacité de réflexion et de recul »

2) Capacité à gérer les opérations de dédouanement

Exemple d'une association sénégalaise ayant réceptionné un conteneur

« Nous avons dû régler un total de 309 950 FCFA (douane, manutention, taxes, imprimés, documents...), et avons réussi à négocier une exonération de 976 513 FCFApour une valeur de don déclarée de 600 EUR, soit 394 000 FCFA.. Une aventure que nous ne sommes pas prêt de renouveler de sitôt!!!

3) Capacité de gestion, entretien du matériel

La demande doit correspondre aux capacités du bénéficiaire en termes d'infrastructures, de personnel, de capacité financière..

Abdrahamane, conseiller au sein d'une structure d'appui aux collectivités / Mali

Suite à une demande exprimée du Maire, un village du Mali a réceptionné des ordinateurs. La zone n'était pas équipée en électricité, or l'installation et la couvertures des charges ne pouvaient être prises en charge par le village : il y a eu à la base un désir de se moderniser, de faire comme les autres mais sans en avoir les moyens financiers.

Alexandra, volontaire expatriée au Burkina Faso depuis 10 ans

« Un appareil de radioscopie a été proposé par une entreprise française au médecin chef du district sanitaire d'un village du Burkina. Ce médecin a pris connaissance de la documentation technique de l'appareil et a jugé que celui-ci serait très utile puisqu'il fallait faire des centaines de kilomètres pour faire des radios ailleurs. Le matériel a été donné et les coûts de transport pris en charge par l'expéditeur. La machine est arrivée à destination, a été stockée mais n'a toujours pas été installée. La raison invoquée par le médecin chef est que la puissance de la machine nécessite de plomber tous les murs d'une pièce, et qu'il faudrait un équipement spécial pour le technicien qui la manipulerait et que le district ne dispose pas de budget pour cela.

Adéquation des dons par rapport aux besoins

1) Adéquation par rapport à la demande

A la question : « le matériel reçu correspondait-il à vos attentes ? », *Messan Amegniho, président de l'association germano togolaise Agerto*, répond : « à 30 % seulement »

Gérôme, directeur des affaires culturelles à Madagascar estime pour sa part que le matériel reçu correspond à 80% à ses attentes, et d'après les rapports établis par les bibliothécaires, les ouvrages sont appréciés des lecteurs.

Richard, prêtre dans une structure religieuse gérant des programmes de développement en République Démocratique du Congo.

« L'intention d'aider est bonne mais c'est mieux de donner ce dont l'autre a besoin »

2) Adéquation par rapport aux besoins et aux capacités du bénéficiaire

Richard, prêtre dans une structure religieuse gérant des programmes de développement en République Démocratique du Congo.

Un hôpital a été équipé d'une machine de perfusions d'une capacité de 1500 L/semaine ce qui représentait une capacité beaucoup trop importante pour la structure en question. L'amortissement étant trop lourd à supporter, le matériel est resté non exploité.

3) Qualité du matériel

Les problèmes de qualité sont de divers ordres : matériel incomplet, désuet, marchandise périmée, détériorée...

Sandrine, chargée de programme au B.A.L.D (Bureau d'Animation et de liaison chargé du Développement) / NIGER :

« Dans les conteneurs, on trouve tout et n'importe quoi parce qu'il faut amortir le coût d'envoi, mais à réception, on paye les frais sur tout ! »

Alexandra, volontaire expatriée au Burkina Faso depuis 10 ans

« Dans un village du Burkina, l'hôpital a reçu une machine d'échographie, cependant, il manquait la sonde qui n'est pas disponible localement : cette machine n'a jamais pu être utilisée. »

Michel, président du conseil municipal à Madagascar

« Il est important que les donateurs attribuent des dons exploitables et durables et que les bénéficiaires puissent affecter un fonds pour la maintenance »

Dans certains cas, qui ne sont pas anecdotiques, le destinataire ne récupère pas le matériel qui lui a été expédié. Ceci s'explique pour plusieurs raisons:

- il n'a pas su dire non à une offre de produits mais ne sait comment gérer ce don
- les frais de dédouanement et de prise en charge du matériel sont trop élevés pour lui et il n'a pas su budgéter ces frais au préalable
- le matériel ne correspond pas à sa demande et il ne souhaite pas régler de frais sur ce matériel

De ce fait, certains conteneurs restent stockés au port, et au final, la marchandise est revendue aux enchères pour dédommager les différents intervenants. Face à cette situation, certains pays, certaines compagnie maritime, et Bioport imposent dorénavant d'obtenir l'accord écrit de la part du destinataire comme quoi celui-ci s'engage à récupérer la marchandise et à régler les frais de dédouanement (acceptation de don), ou à produire le certificat d'exonération de droits de douane.

Importation

1) Concurrence aux fournisseurs locaux

Olivier, membre d'une structure chrétienne au Mali

« Au-delà des problèmes de conservation et de qualité, l'importation de médicaments pose un problème de concurrence avec les pharmacies : les médicaments sont revendus 250 FCFA au lieu de 3000 FCFA. Les pharmacies ne peuvent lutter ».

2) Pièces de rechange indisponibles localement

Olivier, membre d'une structure chrétienne au Mali

Un projet de reboisement a été mis en place, irrigué grâce à un système éolien. Le système installé était un modèle importé d'Allemagne, non adapté aux conditions météo : il n'a pas résisté, et cela coûtait trop cher d'importer à nouveau les pièces détachées, qui n'étaient pas disponibles localement. Après discussion, et négociation avec nos partenaires, il a été convenu de changer de système en procédant à des achats locaux, et en formant du personnel pour la maintenance

3) Mauvais état du matériel : déchets à traiter

Est-ce une caricature de dire que l'Afrique est considérée comme étant la poubelle du monde ? « Tout ce qui n'est plus utilisable ici, plus aux normes... peut toujours avoir une utilité là-bas... d'autant que les africains sont bricoleurs, débrouillards et qu'ils sauront bien recycler ces objets qui, au Nord, partent au rebut.... ».

C'est un piège dans lequel, il faut éviter de tomber. « Mieux vaut ça que rien », diront certains...mais peut être que rien vaut mieux que n'importe quoi..

Sandrine, chargée de programme au Niger

« Comme en Afrique, il n'y a pas de normes pour recycler ou traiter les déchets, cela ne présente pas un coût supplémentaire, mais cela crée des dépotoirs »

Charles, fonctionnaire au Sénégal

« Dans certains cas, le don crée plus de problème que cela n'en résout : c'est le cas pour les déchets »

Richard, prêtre dans une structure religieuse en République Démocratique du Congo

« C'est une manière de se débarrasser de tout ce qui est vieux »

Baba, secrétaire générale d'une association burkinabé :

« Je remarque que la plus part des dons se font par opportunité et non par nécessité et cela amène les gens d'ici à croire que les « blancs » ne savent pas où jeter certain matériel ».

Florette, directrice d'un centre hospitalier à Madagascar

« Quelquefois, nous avons remarqué que les médicaments et matériels arrivent périmés, ou ne servent à rien. Nous ne voulons pas recevoir de tels dons : ils nous posent plus de problèmes qu'ils n'en règlent ! »

4) Coût du dédouanement souvent supérieur à un achat local

Nazaire, secrétaire général d'une association au Tchad

Une association d'aide aux enfants des rues avait adressé une demande à son partenaire belge pour l'obtention d'un minibus. Après un long délai d'acheminement via le Cameroun, le minibus est enfin parvenu au Tchad où il a fallu le dédouaner.

Il s'est avéré que le coût de cette importation correspondait aux charges annuelles générées par l'accueil des enfants.

Le don a donc généré une dépense financière très importante, pour l'importation d'une part puis pour l'entretien, d'autant plus qu'il n'y a pas de magasins de pièces détachées Peugeot au Tchad. Il aurait été préférable d'acheter un véhicule Toyota puisque les pièces de rechange sont disponibles localement.

Mohamed, conseiller régional au Mali

« La douane ne fait pas de différence entre les produits de qualité et les matériel obsolètes : les coûts de douane restent les mêmes, donc il est préférable de payer des frais sur un matériel qui en vaut la peine. D'autre part, il n'y a pas toujours de distinction entre fret humanitaire et fret commercial ».

Sandrine, chargée de programme au Niger

« Les marchandises sont fortement taxées : de ce fait le coût du dédouanement est bien souvent supérieur à un achat local. Il faudrait revoir avec les autorités les possibilités d'exonération ».

Il est important de budgéter ces frais et se mettre d'accord avec le partenaire pour savoir qui les prendra en charge.

5) Matériel inadapté : livres, médicaments..

Médicaments non adaptés aux pathologies locales, aux maladies tropicales – à développer

Olivier, membre d'une structure chrétienne au Mali

« Importation de semences : pas adaptées aux conditions climatiques » à développer

Rose, technicienne en santé communautaire / République Démocratique du Congo

Pendant la guerre, suite à des déplacements de populations le PAM a livré des céréales en provenance des USA. Ces céréales ont provoqué une épidémie de gastro-entérites.

Les ONG locales ont demandé à leur partenaire de procéder à des achats locaux : ceci a certes engendré une hausse du prix des denrées, mais en même temps une hausse des revenus des agriculteurs, et des denrées adaptées aux modes de consommation locale.

6) Délais d'expédition: attente des populations

Afin de réduire les coûts de transport, les associations ont souvent recours au groupage associatif afin de partager les frais. Il arrive également que certaines communes, dans le cadre de la coopération décentralisée, organisent pour les associations qu'elles soutiennent, des conteneurs de groupage. Si cette manière de fonctionner présente un avantage financier non négligeable, elle présente un inconvénient en terme de délai de livraison. Il faut en effet que toutes les associations soient prêtes à expédier et que le volume de marchandise représente l'équivalent d'un conteneur complet. Cette organisation prend beaucoup de temps, et il arrive que des conteneurs mettent plusieurs mois, voir une année complète avant d'être expédiés : pendant ce temps, les populations patientent.....

La notion du temps n'est certes pas la même selon les cultures, mais doit-on considérer comme normal que des personnes, déjà dans le besoin soient obligées de patienter pour que leurs besoins fondamentaux soient couverts alors, que dans la société actuelle la moindre attente soit considérée comme inacceptable.

Un défaut d'approvisionnement peut parfois anéantir tout un projet !

Olivier, membre d'une structure chrétienne au Mali

Dans le cadre d'un programme agricole, mis en place avec un partenaire allemand, la structure a installé des panneaux solaires pour alimenter en eau des sites maraîchers. La boîte électronique étant tombée en panne, faute de compétences sur ces produits importés, personne n'a pu la dépanner, et il a fallu plusieurs semaines pour en importer une nouvelle: résultat, les jardins ont dépéri, les légumes ont séché. Or ce type de matériel est disponible localement et de bonne qualité.

Brigitte, présidente d'une association française oeuvrant au Burkina Faso

« Un centre médical avait besoin d'un réfrigérateur spécial pour conserver du sang. Etant donné que la vie d'enfants était en danger s'ils n'étaient pas perfusés, l'association a expédié la machine en aérien, car elle disposait de moyens. A chacun de cerner les priorités temporelles »

Approvisionnement local

Achat local

1) Difficultés rencontrées :

Sandrine, chargée de programme au Niger

« La plupart des matériels de base peuvent être acquis localement, cependant, il arrive que certains produits ne soient pas disponibles en quantité suffisante : c'est le cas chez nous pour l'insuline. C'est un produit coûteux, et de ce fait, les pharmaciens ne s'approvisionnent pas toujours assez n'étant pas sûr d'écouler leurs stocks »

Célestin, président d'une association qui expédie des livres afin de fournir des bibliothèques sur le Cameroun:

« Nous n'achetons pas d'éditions locales pour la simple et bonne raison qu'il n'existe pas d'édition camerounaise. Les livres disponibles sur le marché sont édités par Edicéf qui est une filiale du groupe Hachette : nous ne voyons donc pas l'intérêt d'acheter des livres alors qu'il ne s'agit pas d'une production africaine. Donc nous n'avons actuellement pas d'autre choix que celui d'importer »

Messan Amegniho, président de l'association germano togolaise Agerto :

« Il est parfois possible de trouver le matériel localement mais souvent en mauvais état, et cela nous coûte cher en entretien et maintenance. Il est plus avantageux pour nous d'importer ».

Abeli, coordinateur logistique en ONG en RDC

« C'est impossible que ces matériels soient disponibles, car il n'y a pas d'investisseurs, ni d'usines de fabrication ; sans la paix, les voies des communications, et l'électricité, cela ne sera jamais possible ».

Florette, directrice d'un centre hospitalier à Madagascar

« Une partie du matériel peut être acheté localement mais nous devons faire appel à des importations pour certains matériel technique pour faire des investigations para-cliniques ou pour assurer le monitoring des malades »

Louis, chef de service incendie et secours à Madagascar

« Nous faisons appel à des donateurs pour des véhicules incendie, ou ambulances, ainsi que les pièces de rechanges, que nous ne pouvons trouver localement ».

Michel, chef de service du système de suivi de l'assainissement à Madagascar

« Il est possible d'acheter localement le petit matériel, mais ce n'est pas le cas pour les véhicules : tracteurs, tractopelles...»

Gerôme, directeur des affaires culturelles à Madagascar

« Dans notre cas, les dons perçus sont globalement satisfaisants. L'importation nous permet d'offrir une variété importante d'ouvrage, et cela est moins coûteux qu'un achat local, cependant, nous ne disposons pas assez d'ouvrages nationaux. »

2) Possibilités d'approvisionnement

Rose, technicienne en santé communautaire, directrice et superviseur de projets de santé en R.D.C

Dans un pays comme la RDC, il n'est pas toujours possible de s'approvisionner localement. Le centre où travaille Rose est situé proche de Bunia à plusieurs centaines de kilomètres de Kinshasa, et étant donné l'état des routes il n'est pas possible de transporter des marchandises depuis la capitale. Pour les médicaments, et le matériel médical, Rose s'approvisionne à Kampala, en Ouganda, pays frontalier. C'est beaucoup plus simple à gérer qu'une importation en provenance d'Europe.

Nazaire, Tchad

« Il n'existe pas d'édition tchadienne, mais il existe des éditions sous régionales africaines, adaptées aux programmes scolaires et à la culture, tout du moins pour l'enseignement primaire »

Mohamed, conseiller régional au Mali

« Depuis l'initiative de Bamako, possibilité de trouver localement des médicaments génériques à moindre coût (2 à 5 EUR), accessibles aux populations ».

Abocar, conseiller communal au Mali

« Pour les médicaments, il y a une usine pharmaceutique au Mali qui produit la plupart des médicaments indispensables ».

Fabrication locale

Alexandra, volontaire expatriée au Burkina Faso depuis 10 ans

« Pour le matériel médical, il n'est pas toujours possible d'acheter localement, par contre, pour le petit matériel nécessaire à l'équipement d'une classe par exemple, tout est trouvable ou fabricable sur place : cela permettrait de faire travailler des commerçants ou artisans locaux »

Brigitte, présidente d'une association française oeuvrant sur le Burkina Faso

« Nous n'expédions que des choses qui ne se trouvent pas sur place, mais pour les bureaux d'enfants, par exemple, nous les faisons fabriquer localement. Nous ne voulons pas rendre les gens dépendants et ils le savent bien ».

Situation géographique et contexte du pays bénéficiaires

La pertinence d'un envoi dépend pour partie de la situation géographique et du contexte du pays bénéficiaire. Il faut tenir compte des situations et des réalités propres à chaque pays.

1) Situation géographique :

Lorsque l'acheminement du fret est réalisé en maritime, il est beaucoup plus facile et beaucoup moins onéreux d'approvisionner des pays portuaires que les **zones enclavées**.

Sandrine, chargée de programme au Niger

Le Niger est un pays enclavé. Les délais d'acheminement depuis la France sont de l'ordre d'un mois et demi à deux mois en transitant par le Togo ou le Bénin. Les populations doivent attendre que la marchandise leur parvienne et finalement quand le conteneur est réceptionné, il arrive que certains produits soient déjà périmés. Cette situation de pays enclavé a des répercussions importantes sur l'approvisionnement : du point de vue des délais, et du point de vue des coûts. Le post acheminement depuis le port d'arrivée jusqu'à la capitale du pays destinataire est souvent plus onéreux que le coût du transport maritime. De plus, du fait du manque d'infrastructures des zones concernées ces opérations sont risquées : il arrive fréquemment qu'en raison d'un accident de la route ou un déraillement, la livraison soit retardée : les délais s'ajoutent et les bénéficiaires patientent.

2) Qualité des infrastructures

Une fois la marchandise parvenue au port, à l'aéroport ou à la gare routière ou ferroviaire en cas de post acheminement, il faut ensuite que l'importateur se charge d'organiser la livraison sur les lieux de distribution, de stockage ou d'installation du matériel. Cette opération reste délicate en raison de l'état des routes (ex : pistes impraticables en saison des pluies..) et mobilise du temps.

Abeli, coordinateur logistique en ONG

Les tâches les plus importantes se situent au niveau des voix de communications, inexistantes, au réseau d'électricité, à l'éducation, aux soins médicaux. Certes, ce sont des tâches relevant en principes des devoirs du gouvernement Congolais, mais celui-ci n'a pas la capacité de le faire.

Seul les partisans de la paix pourront parler du développement en RDC

2) Contexte du pays : pays en guerre / pays en développement

Il faut bien différencier le contexte d'intervention et le niveau de développement du pays.

Exemple de la République Démocratique du Congo :

Dans certains cas, comme en RDC, pays qui sort tout juste de la guerre et dont la situation est encore très instable, les moyens d'approvisionnement locaux existent peu, les besoins sont immenses et les populations sont dans une situation de grande pauvreté. La décentralisation n'est pas encore effective et étant donné l'immensité du territoire, tout ne peut être géré depuis Kinshasa.

Richard, prêtre dans une structure religieuse gérant des programmes de développement en République Démocratique du Congo

« L'état de guerre ne permet pas de mettre en place de dispositif de contrôle en matière de santé »

Par opposition, nous pouvons citer l'exemple du Togo, du Mali ou du Burkina Faso qui reçoivent régulièrement de grandes quantités de fret humanitaire, mais qui sont des pays stables et dans lesquels les services sont décentralisés. Les populations sont également en situation de grande pauvreté mais la stabilité du pays permet de mettre en œuvre une réelle politique de développement par le biais notamment de soutien à la création micro entreprises, de formation, de micro crédit...

Législation / Politique du pays importateur

1) Législation à l'importation

Face à la multitude d'associations de solidarité intervenant sur leur territoire, il est légitime pour les Etats de mettre en place des restrictions à l'importation concernant la nature et/ou la qualité des produits afin de favoriser ou au contraire limiter l'entrée sur le territoire de certains matériels.

Il est également compréhensible qu'en raison des volumes importants de frets humanitaires importés chaque année, les exonérations de droits de douane ne soient pas systématiquement accordées : cela représente en effet un manque à gagner pour l'Etat importateur, que l'on pourrait considérer comme une subvention indirecte octroyée aux associations dont l'utilité et le sérieux sont reconnus.

Les procédures et le montant des coûts de dédouanement varient d'un pays à l'autre, et dépendent de la nature de la marchandise importée. Certaines associations bénéficient d'accords de siège avec l'Etat et sont ainsi exonérées des droits et taxes douanières : il s'agit en général d'un accord annuel renégociable chaque année. Pour les autres, il est possible, de faire une demande d'exonération de taxes auprès des douanes et des ministères concernés par l'envoi : la procédure est longue et l'exonération n'est pas automatiquement accordée.

Quelques exemples :

Sénégal : Il existe une législation au niveau de la santé avec un contrôle des marchandises à l'entrée sur le territoire. Ceci est également vrai pour les véhicules de tourisme dont l'ancienneté ne peut être de plus de 5 ans.

Mali : Afin de favoriser l'importation de matériel informatique, les ordinateurs ne sont pas taxés. Malheureusement, il n'existe pas de restrictions par rapport à l'ancienneté du matériel.

Burkina Faso : les associations peuvent bénéficier des exonérations de droits de douane si elles en font la demande. Cependant, au Burkina Faso, il faut que l'association atteigne une certaine capacité financière de fonctionnement pour prétendre à un récépissé d'exonération.

Togo : le ministère de la santé togolaise a mis en place une « charte des dons de médicaments et autres produits pharmaceutiques »

Florette, directrice d'un centre hospitalier à Madagascar

Une charte du don d'équipement biomédicaux et hospitaliers a été élaborée par le Ministère de la santé Malgache en décembre 1997, et est régie par 5 règles : vérification de la pertinence du don, pilotage de la logistique, organisation de la réception, installation et participation au suivi.

L'interdiction d'importation de certaines marchandises, comme c'est le cas sur quelques destinations pour les médicaments, s'expliquent par la volonté pour l'Etat de maîtriser la politique de santé mise en place sur son territoire (médicaments génériques, recouvrement des coûts...), que des importations massives de médicaments inadaptés et distribués gratuitement mettraient en péril.

La difficulté pour les Etats bénéficiant de dons est que, bien souvent, l'aide humanitaire passe outre les institutions légales. Beaucoup d'opérations se font entre églises, entre ONG, entre particuliers, sans passer par les structures administratives et donc la plupart de temps sans coordination.

Il s'agit là d'un problème plus global qui concerne tous les aspects de l'aide internationale mais dont le « don de matériel » fait partie.

Certains Etats ont pris des dispositions, cependant, le principal problème pour les associations de solidarité internationale, réside dans l'application aléatoire des procédures établies (lorsqu'elles existent) et dans la lenteur et la complexité des procédures administratives pour bénéficier des exonérations.

2) Position politique

Louis, chef de service incendie et secours à Madagascar

« Les matériels attribués ne remplissent pas toujours totalement leurs fonctions en raison d'intérêt purement politiques »

Célestin, président d'une association oeuvrant sur le Cameroun

« Concernant l'inexistence d'éditions locales, il s'agit d'un problème politique : il y a eu des initiatives, mais elles n'ont pu voir le jour. Les actions des associations se trouvent parfois entravées par les politiques »

Michel, chef de service du système de suivi de l'assainissement à Madagascar

« Le don de matériel est nécessaire, malheureusement, ce genre d'actions est souvent politisé »

Le don oui car....

Mohamed, conseiller régional au Mali

« Il ne faut pas être catégorique en disant qu'il ne faut en aucun cas faire des dons... »

Manque crucial de moyens

Rose, technicienne en santé communautaire, directrice et superviseur de projets de santé en R.D.C

En R.D.C, les hôpitaux doivent s'autofinancer : il n'y a pas de subvention étatique, pas de sécurité sociale.....L'ensemble des frais de l'hôpital (fonctionnement, matériel, médicament et salaires des employés) doit être réglés par les malades, or les populations sont dans une situation de grande pauvreté. Dans ce cas les dons sont nécessaires, tout du moins ponctuellement, en attendant une amélioration de la situation.

Michel, chef de service du système de suivi de l'assainissement à Madagascar

« La grande majorité des communes ne peuvent acheter les outils nécessaires à leur fonctionnement : elles doivent compter sur les aides internationales. Or les villes manquent cruellement de moyens en assainissement, et ces problèmes se répercutent sur la santé publique, l'environnement et le tourisme »

Mais si :

Le don vient en appui à une initiative locale :

Abocar, conseiller communal au Mali

« Il est préférable d'appuyer l'initiative de l'ONG plutôt que d'acheter le matériel ».

Baba, secrétaire général d'une association burkinabé :

Une Fondation Suisse a fait un don d'un lot de machines à coudre à l'association féminine « ZOOD NOOMA ». Les machines servent aux filles pour confectionner des robes, de jupes, des sacs... qui sont vendus dans le village. Une partie des recettes des ventes revient aux filles (pour assurer leurs besoins quotidiens) et l'autre partie au fonctionnement du centre d'alphabétisation (salaire de l'animatrice, achat de matériel didactique..). Cette activité de couture a donné naissance à une activité de teinture et a permis d'augmenter la capacité de prise en charge du centre.

Frères des Hommes

La vocation des Frères des Hommes n'est pas d'apporter une aide d'urgence ou un soutien ponctuel mais de soutenir des actions initiées au Sud et d'aider les populations locales à poser les bases durables d'un développement économique dont elles sont les premiers acteurs.

Frères des Hommes soutient entre autre un projet en RDC, par l'envoi de fripes, qui permet à un groupement de femme de vivre de leur activité : le premier conteneur a été financé entièrement par Frères des Hommes. Puis les conteneurs suivants ont pu être pris en charge financièrement par le groupement qui après revente de ces vêtements sur les marchés disposait d'un capital ; Frères des Hommes se contentant de gérer la récolte, le tri et l'organisation du transport.

Le don permet de créer une dynamique

Electriciens sans frontières

« L'énergie est un formidable levier pour engager une dynamique de développement : sans énergie, pas de dynamique économique et social, sans dynamique économique et social, pas de développement général et local ». L'enjeu pour E.S.F consiste à intégrer les services liés à l'énergie à des champs prioritaires du développement comme la santé, l'éducation, le développement rural. « Pour cela nous impliquons dès le début d'un projet les bénéficiaires, et avec eux, nous étudions leur capacité technique et financière pour gérer le service apporté. Nous réalisons en amont une étude comparative entre les différentes solutions techniques adaptées au contexte local. Les programmes d'énergie décentralisée, basés sur des énergies locales et renouvelables sont privilégiés.

Louis, chef de service incendie et secours à Madagascar

« L'ambulance que nous avons reçu a fait en moyenne 650 interventions pour le secours à personne, et les véhicules incendie ont fait environ 200 interventions au cours de l'année 2005 »

Michel, chef de service du système de suivi de l'assainissement à Madagascar

La réception de deux tracteurs neufs et d'une pelle mécanique a été l'objet d'un contrat technique impliquant la formation des conducteurs et la prise en charge de l'entretien. Le matériel a été utilisé pour la collecte et l'enlèvement d'ordures ménagères.

Le don permet de créer un fonds de roulement

Charles, fonctionnaire, et formateur dans une association au Sénégal

« Le petit matériel médical a pu servir. Cet apport initial a créé une dynamique : un fonds de roulement a été constitué afin de permettre le rachat de médicaments. Depuis, le centre de santé n'a plus besoin d'avoir recours au don, et ce centre est devenu centre de référence dans la localité en zone rurale »

Mohamed, conseiller régional au Mali :

« Le don met les bénéficiaires en situation d'assistés : il faut transformer l'aide par exemple en créant un fonds de roulement en matériel afin de doter initialement une école, un établissement. Le matériel est ensuite prêté ou loué afin de garantir le renouvellement de ce fonds et ne pas avoir chaque année à donner à nouveau ».

Abocar, conseiller communal au Mali :

Même pour un cahier, un crayon...l'école met le matériel à disposition de l'élève à la rentrée scolaire : celui qui a les moyens de payer tout de suite achète son matériel. Celui qui n'a pas les moyens dispose d'un délai pour régler progressivement ses fournitures en fonction de ses possibilités.

Cette manière de fonctionner est très positive car d'une part l'école peut revendre les fournitures à des prix moindres que ceux pratiqués par les commerçants, et donc plus accessibles à tous, et ensuite il y a participation du bénéficiaire. Les charges sont ainsi réparties entre la commune et les citoyens. Auparavant les collectivités devaient doter les établissements de fournitures et renouveler cela chaque année, ce qui imputait leur budget : ce nouveau système permet de soulager les collectivités : l'école peut chaque année racheter ses fournitures, et chacun est acteur du développement.

Le don répond ponctuellement à un besoin précis

Sandrine, chargée de programme au Niger

« Il faudrait n'envoyer que du matériel spécialisé pour répondre à un besoin ponctuel et spécifique »

Abrahamane, conseiller au sein d'une structure d'appui aux collectivités / Mali

Dans le cadre d'un jumelage avec une localité française, la ville de Kayes a importé un groupe électrogène qui a permis l'électrification de la ville : un comité de gestion a été créé pour gérer cet équipement. A ce jour, les résultats sont positifs.

Nécessité de changer les comportements

Abocar, conseiller communal au Mali :

« Il faut que le donateur se mette en tête que le don doit aider à résoudre les problèmes, et à se développer. Il faut également qu'il y ait un changement de mentalité de celui qui reçoit et des associations qui interviennent sur le terrain : des actions positives ont valeur de référence ».

Réflexion et concertation

Olivier, membre d'une structure chrétienne au Mali

« Le principal problème est le manque de réflexion des projets avec la population ou avec d'autres ONG déjà implantées et actives. »

Rose, technicienne en santé communautaire / République Démocratique du Congo

« Depuis, 20 ans, évolution et améliorations des mentalités, en terme de partenariat et de don : plus de dialogue, malheureusement il faut souvent attendre que les problèmes arrivent pour qu'on accepte de changer les comportements. »

Michel, chef de service du système de suivi de l'assainissement à Madagascar

« Il serait souhaitable pour les bénéficiaires de renforcer leur capacités de suivi et d'évaluation sur l'emploi des dons »

Capitalisation d'expérience

Exemple d'Electriciens sans frontières

« Toutes les actions d'Electriciens sans Frontières sont évaluées. Conception, conduite, et suivi des projets, perspectives de développement...sont partagés et capitalisés pour accroître les connaissances en matière de coopération et de développement durable, et ainsi garantir notre efficacité ».

Abocar, conseil communal au Mali

Evolution des pratiques : un association française fournissait des fournitures scolaires collectées, à des écoles. Chaque année l'opération devait se renouveler. Finalement l'association a changé ses pratiques : elle a fait une collecte d'argent afin de procéder à des achats locaux d'une part et a doté chaque école d'un fonds de roulement en fournitures. Cette association qui est venue sur place se rendre compte de son action a adapté sa démarche aux besoins.

Actions préventives

Nazaire – TCHAD

« Je souhaite que les dons servent des mesures préventives et n'interviennent pas seulement dans l'urgence, pour guérir »

Hyppolyte, président d'une association au Burkina Faso

« Les dons de matériel de sensibilisation sont très positifs puisqu'ils permettent d'intervenir sur la santé de la population en la sensibilisant sur les fléaux existants ».

Implication des acteurs locaux

Alexandra, volontaire expatriée au Burkina

« Si le district sanitaire avait participé en payant le transport, la machine n'aurait pas été délaissée de cette façon. Quand le don est complet et que les bénéficiaires ne participent en rien, ils ne se sentent pas responsable du matériel donné. Il est bon que les bénéficiaires participent au moins financièrement à l'acquisition du matériel, même pour une somme très modique »

Olivier, membre d'une structure chrétienne au Mali

« Chez nous, on dit que c'est du « batala » c'est-à-dire quelque chose reçu sans fournir d'efforts. De ce fait, il n'y a pas de contraintes et l'utilisation se fait sans conditions »

Michel, président du conseil municipal à Madagascar

« Les pays du sud ont besoin d'aide. Actuellement, on ne peut se passer de ce matériel cédé par nos partenaires, mais il faut que les aides, les dons, soient le fruit d'une concertation entre les deux parties »

Mr Mahajania, chef de service dans un laboratoire d'analyse à Madagascar

« Il est important que le donateur n'impose pas le don, et que le bénéficiaire reste ferme sur les décisions qui ont été prise d'un commun accord »

Gerôme, directeur des affaires culturelles, sportives et de loisirs à Madagascar

« Je ne nous considère pas comme demandeur. Nous sommes liés à nos partenaires par une convention et les décisions sont prises conjointement »

Michel, chef de service du système de suivi de l'assainissement à Madagascar

« Les besoins en matériel sont définis par les collaborateurs sur place, avec nos partenaires. La négociation est toujours participative entre les deux parties »

Alternatives

Favoriser le développement local en contribuant au développement économique

Parrainage scolaire/ Bourses d'étude

Le développement passe par l'éducation, or l'éducation coûte cher et les enfants les plus pauvres sont pénalisés dès le départ, leurs parents ne pouvant prendre en charge les frais de scolarité.

Le parrainage, contrairement au don ponctuel, est un engagement à long terme dans lequel les parents d'élèves, les enseignants et les autorités éducatives sont associés..

De plus, l'enfant fait partie d'un programme de développement qui **améliore** les structures scolaires, les conditions d'hygiène et l'habitat et qui souvent vise aussi à développer les ressources de la famille via le micro-crédit ou la mise en place d'activités génératrices de revenus.

Au-delà de l'aspect éducation le parrainage prend également souvent en charge les soins, l'habillement voir l'alimentation. Il peut s'agir selon les cas d'un parrainage individuel ou d'un parrainage collectif.

Permettre l'indépendance économique

Baba, secrétaire générale d'une association burkinabé

L'équipement d'imprimerie que j'ai également reçu m'a permis de travailler pendant 6 ans. D'un point de vu personnel j'ai pu me marier, construire ma maison.. et cela m'a permis de créer 5 emplois permanents.

Donner les moyens aux populations de produire localement

Sandrine, charge de programme au BALD au Niger

Installation de bassins de production de spiruline (à développer)

Formation professionnelle ou fabrication locale, et compétences pour la maintenance

Sandrine, chargé de programme au BALD au Niger

Fabrication locale par des forgerons de décortiqueuses d'arachide : activité économique pour les femmes

Remerciements :

Alexandra Melle, Baba Ouedraogo, Kombate Lorimpo, Sandrine Dossou Yovo, Dramane Traoré, Abdrahamane Kone, Richard Kasay, Charles Owen, Olivier Keita, Hypolite Iboulo, Rose Mumberenzanzu, Nazaire Djerakoubou, Mohamed Ibrahim, Abocar Hanga Touré, Célestin Mbenti, Abeli Sadiki, Adama Ouedraogo, Jean Paul Sibomana, Messan Amegniho, Gérard Michel, Gerôme Germain, Mr Mahajanga, Mr Razafimahgfa, Louis Randriamorasata, Androva Susi, Michel Jacquit, et Florette Ralaiavy.